

Quentin Couvreur : « Le but de la Chine dans les conflits est de paraître comme une grande puissance responsable »



Avant son entrée à l'ONU et depuis son adhésion, la Chine dit vouloir défendre les États du « Tiers-Monde » devenus les pays en développement. Cette volonté est-elle toujours d'actualité ? Et si oui, comment s'opère-t-elle ?

Les pays en développement sont au cœur de la stratégie de la Chine, en matière de politique étrangère mais surtout dans le cadre des organisations internationales. La Chine considère depuis les années 1970 qu'elle a une dette historique vis-à-vis d'eux puisqu'ils ont porté la Chine aux Nations-Unies, car les pays africains l'ont aidée à prendre le siège occupé par Taiwan. Il y a aussi l'image de la Chine qui n'est pas très bonne dans les pays occidentaux, mais là où son image est positive, où les relations avec la Chine sont développées, c'est avec certains pays en développement, puisqu'ils ne s'embarrassent pas des critiques des pays occidentaux sur les droits humains, ce qui les intéresse c'est le modèle de développement de la Chine. Pour la Chine ce sont des pays qui sont plus susceptibles de la soutenir que les Européens et les États-Unis. Pour chercher le soutien de ces pays, la Chine passe par un investissement économique qui sont une priorité pour eux et elle a lancé en 2013 son initiative des "Nouvelles routes de la soie", visant à construire des infrastructures dans beaucoup de pays en développement, et se sert des Nations Unies pour promouvoir son projet. Ainsi, des accords ont été signés entre certaines institutions des Nations Unies et la Chine dans ce but, c'est le cas de l'OMS en 2017 avec un accord pour les "Nouvelles routes de la soie de la santé".

L'ancien ministre des Affaires étrangères, Qian Qichen, reproche en 2006 à l'ONU de n'avoir permis « aucune avancée [...] sur les droits de l'homme ». Mais en sachant que des éléments tangibles prouvent l'incarcération de Ouïghours

dans des camps d'internement depuis au moins 2017, la Chine plaide-t-elle toujours pour les droits de l'Homme à l'ONU ?

La Chine possède une position complexe qui consiste à se réapproprier le concept de « droits de l'Homme », en lui donnant un sens différent de celui qui est donné en Occident, tel que la liberté des individus. La Chine possède une conception centrée sur le droit au développement économique, la priorité est donc d'abord donnée au développement économique, les droits politiques passant après. C'est une conception qui résonne parmi certains pays en développement.

En 1966, le ministre des affaires étrangères chinoises, Chen Yi, disait que les « fascistes soviétiques pratiquent la colonisation domestique ». Pourtant, la Chine s'est abstenue à plusieurs reprises en 2023 à l'ONU pour le retrait des troupes russes d'Ukraine, tout en votant une résolution en mai reconnaissant la Russie comme agresseur en Ukraine. Comment s'explique ce changement de discours de la Chine sur la Russie ?

Les années 1960 sont le point culminant de la rupture sino-soviétique. Ce sont deux pays rivaux, à tel point que dans les années 1970, la Chine préfère se rapprocher des États-Unis. Tout cela change à la fin des années 1980, essentiellement parce qu'il y a une affinité de modèles politiques, ce sont deux régimes qui font face aux occidentaux qui promeuvent la démocratie, avec un adversaire commun : les États-Unis. Concernant les résolutions au Conseil de sécurité avec l'Ukraine, ce qui est très important pour la Chine c'est le respect de la souveraineté des États, le respect de l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires des États. La Chine est donc ennuyée, mais préfère tout de même soutenir la Russie, pas forcément ouvertement comme lorsqu'elle a pu s'abstenir, ce qui lui permet de continuer de paraître comme défenseuse du droit international, tout en soutenant implicitement la Russie. Elle a par exemple voté contre une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU qui visait à exclure la Russie du Conseil des droits de l'Homme, car elle se dit que si aujourd'hui c'est la Russie qui est visée, peut-être qu'un jour des États accuseront la Chine sur certains sujets et voudront son exclusion aussi. Elle ne veut pas que cela lui arrive dans le futur et c'est en partie pour cela qu'elle a voté contre.

...Toutefois, sur la résolution qui prévoyait de condamner la Russie en tant qu'agresseur en Ukraine et en Géorgie auparavant, peut-on y voir une forme de contestation de la Chine contre la Russie ?

Pas vraiment. Je ne suis pas dans le secret des négociations et je ne sais pas exactement pourquoi la Chine a voté en faveur de cette résolution, les résolutions à l'ONU font l'objet d'énormément de négociations et je pense qu'elle a tout fait pour que les expressions employées dans la résolution soient les plus neutres possibles et condamnent le moins possible la Russie. Il ne faut pas le voir comme une distanciation vis-à-vis de la Russie puisque ce qui compte c'est surtout de regarder les actes : dans les faits, la Chine soutient la Russie en Ukraine même si elle s'est toujours gardée d'envoyer une aide militaire ; c'est la dernière ligne que la Chine n'a pas franchie.

Tous les pays occidentaux ont pris des sanctions contre la Russie, mais pas la Chine qui a augmenté son commerce avec la Russie, car une partie du pétrole que la Russie ne peut plus nous vendre, elle le vend à la Chine.

Quel est le rôle diplomatique de l'ONU et de la Chine aujourd'hui face aux enjeux mondiaux et aux conflits, notamment en Indopacifique et au Moyen-Orient ?

Il faut distinguer le rôle de la Chine et le rôle des Nations Unies : l'ONU est de plus en plus marginalisée car elle est souvent bloquée par les divergences des grandes puissances au Conseil de sécurité. Ce dernier est de plus en plus paralysé par l'opposition entre les pays occidentaux d'un côté, et la Chine et la Russie de l'autre. Il devient donc assez difficile d'agir sur les grands conflits internationaux. Le but de la Chine dans les conflits est de paraître comme une grande puissance responsable ; en temps normal, cela voudrait dire qu'elle chercherait à favoriser la paix, à se poser comme médiatrice dans un certain nombre de conflits. La Chine essaie donc d'organiser des négociations, mais dans les faits, il n'y a pas vraiment eu de grands conflits ou de grandes crises qui se sont dénoués grâce à l'action chinoise, à l'exception partielle de la brouille entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

Pourquoi vous êtes-vous spécialisé sur la question chinoise ?

La Chine m'a toujours intéressé mais avant de m'intéresser aux questions internationales, à la langue, à la culture chinoises, j'y ai fait un séjour d'étude d'un an entre ma première et ma deuxième année d'études supérieures, j'ai pu commencer à apprendre la langue. C'est un régime politique très différent du nôtre mais très intéressant à étudier, en tant que chercheur c'est un pays assez fascinant, d'autant plus quand on travaille sur les relations internationales ; c'est une puissance en ascension, c'est un pays qui a déjà énormément d'impact sur le système international et qui en aura encore plus dans le futur. Alors pourquoi me spécialiser sur la Chine ? C'est parce que je crois qu'il est important pour tous les pays du monde mais aussi pour les Français de comprendre la politique étrangère chinoise, car elle sera un pays toujours plus déterminant dans les années à venir. Il est important d'avoir des gens qui réfléchissent aussi à comment fonctionne la politique étrangère chinoise, comment elle se positionne sur tel ou tel sujet, car ça a un impact sur l'ensemble des sujets du monde.

Quels sont les projets sur lesquels vous travaillez actuellement ?

Mon sujet de doctorat est celui du rôle de la Chine à l'ONU, mais je travaille également sur un projet sur la Chine et l'Organisation mondiale de la Santé. De plus, je travaille aussi sur les relations internationales de Taïwan, les relations que l'UE entretient avec Taïwan, celles entre Taïwan et la Chine, ainsi que la place de Taïwan dans les organisations internationales.